

PDSC Newsletter

12 Avril 2021



N°11.



Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse

Les articles 1,4,6 et 12 sont développés.





Sécurité intérieure des Etats

-  1. Au Nigéria, plus de 1800 détenus s'évadent après l'assaut d'une prison.
-  2. Les tensions dans la région du Tigré en Ethiopie se sont faits jour dans les derniers mois. Les élections prévues pour juin pourraient s'accompagner d'un regain de vigueur de ces tensions.




Vie Politique

-  3. Au Bénin, des manifestations réclament le départ de Patrice Talon avant l'élection.



Géopolitique

-  4. L'Ukraine accuse Moscou de masser des troupes à sa frontière et demande le soutien de l'OTAN.
-  5. La Mer Rouge est le théâtre de tensions, avec des échauffourées entre navires commerciaux. Récemment, le cargo iranien Saviz, au statut ambigu, semble avoir été endommagé par une potentielle attaque avec la présence proche d'un sous-marin. Cet incident non-éluclidé est loin d'être le premier, comme en témoignent les récentes attaques subies par des navires israéliens.
-  6. L'incident au récif de Whitsun, avec l'arrivée d'une flottille de bateaux de pêche chinois en Mer de Chine, a inquiété les pays littoraux. Ces derniers ont analysé cet acte comme représentant la volonté de Pékin de montrer sa détermination à s'imposer au détriment de ses voisins sur cet espace.
-  7. La Belgique et les Pays-Bas entrent dans la Task Force Takuba créée sur initiative française.

Economie de défense

-  8. L'armée française met l'épreuve le robot quadrupède de Boston Dynamics, déjà testé par l'armée américaine.
-  9. Le Department of Defense américain fait appel à Microsoft pour la fourniture de casques de réalité augmentée afin d'améliorer la prise de décision et la localisation des troupes sur le terrain.
-  10. La Corée du Sud sort de l'ombre son premier prototype du programme de chasseurs KF-X.

Menaces terroristes

-  11. La menace terroriste de l'Etat Islamique est encore prégnante en Asie du Sud-est, particulièrement en Indonésie et en Malaisie, théâtre d'attaques régulières suivies par de nombreuses arrestations.
-  12. La menace terroriste au Mozambique continue d'inquiéter le gouvernement qui fait appel à des soutiens étrangers

Lettre d'information sur l'actualité défense,
sécurité & citoyenneté

Attaque d'une prison au Nigéria, 1844 détenus libérés

La prison d'Owerri, au sud-est du Nigéria, a été attaquée lundi matin par des hommes armés non identifiés. Ces derniers « ont attaqué le personnel de la prison, avant de faire exploser la porte principale » selon le communiqué. Cette attaque a eu comme conséquence la libération de la totalité des détenus.

Le porte-parole du groupe indépendantiste biafrais IPOB a réfuté tout lien avec l'attaque. Ce mouvement est lié à une flambée de violences au Biafra dans le sud-est du pays, dont il souhaite obtenir l'indépendance. Cette dernière est une ancienne revendication des habitants de la région, dont l'ethnie Igbo, qui avaient déjà essayé de l'obtenir à la fin des années 1960. Sur fond de contrôle des ressources naturelles et d'opposition religieuse, le conflit s'est résolu dans le sang. Ces dernières années, les velléités d'indépendance se sont faites à nouveau véhémentes.

Le président Buhari a condamné l'attaque de cette prison en la qualifiant de terroriste et d'anarchiste. Il s'est abstenu d'établir un lien clair avec l'IPOB, bien qu'Owerri soit une ville située dans le Biafra. Une telle attaque laisse néanmoins peu de doutes quant à ses perpétrateurs. Se pose maintenant la question de la réponse concrète du gouvernement. Face aux troubles biafrais, l'Etat nigérian a déjà répondu par une répression armée et l'emprisonnement de nombreux indépendantistes. Mais son autorité est également menacée au nord du pays par les groupes djihadistes qui contrôlent certaines localités.

L'Ukraine accuse Moscou de masser des troupes à sa frontière

Depuis plusieurs jours, les images de matériels militaires lourds transitant de la Fédération russe vers les territoires ukrainiens séparatistes du Donbass se multiplient sur internet. En réaction, l'Ukraine recherche le soutien de l'OTAN.

Depuis son indépendance en 1991, la république ukrainienne est prise en étau entre deux grandes puissances : l'Union européenne et la Russie. L'élection présidentielle de 2004 a révélé cette fracture politique et géographique profonde. En effet, l'ouest de l'Ukraine a majoritairement voté pour le candidat pro-occidental Iouchtchenko tandis que l'est a fortement soutenu le candidat pro-russe Ianoukovitch, finalement élu.

Depuis, à l'instar de celui de Victor Iouchtchenko, le visage de la politique ukrainienne s'est considérablement dégradé. Le président Ianoukovitch a été destitué par un mouvement pro-européen début 2014. La Russie et ses soutiens ukrainiens ont rapidement réagi : la Fédération a annexé la Crimée « autoproclamée » indépendante. Parallèlement, la région du Donbass à l'est du pays a pris son indépendance grâce au soutien de son voisin russe. La situation a évolué vers une véritable guerre civile. De multiples cessez-le-feu ont été prononcés et émaillés de multiples incidents plus ou moins violents.

Le statut quo, favorable à Moscou, pourrait perdurer encore longtemps, car les deux partis se sont enlisés dans une guerre de position. L'arrivée d'armement lourd russe dans la région semble éloigner la possibilité pour l'Ukraine de reconquérir le Donbass, voire lui imposer de nouvelles pertes territoriales. Face à ce danger, l'Ukraine recherche un soutien accru de l'Occident à travers une adhésion accélérée à l'OTAN. En effet, jusqu'à aujourd'hui, les puissances occidentales ont surtout réagi à la crise ukrainienne par des sanctions économiques et financières.

Nouvelles tensions en mer de Chine méridionale : des manoeuvres militaires provocatrices

Mercredi 7 avril, les Etats-Unis mettent en garde la Chine suite à une série de manoeuvres jugées agressives à l'égard des Philippines et de Taiwan.

En effet, quelques 220 bateaux chinois ont été détectés à proximité du récif de Whitsun situé à environ 320 kilomètres à l'ouest de l'île de Palawan (Philippines). La flotte chinoise s'est rapidement dispersée dans l'archipel des Spratleys, cependant Washington n'a pas manqué d'intervenir. Le porte-parole du département d'Etat, Ned Price, a rappelé à Pékin qu'une « attaque armée contre les forces militaires, les navires ou les avions des Philippines dans le Pacifique, y compris en mer de Chine méridionale, déclenchera [leurs] obligations aux termes du traité américano-philippin de défense mutuelle ».

Manille assure pourtant que les bateaux chinois ont bel et bien franchi sa zone économique exclusive (ZEE), espace maritime sur lequel les Philippines sont en droit d'exercer leur souveraineté en matière d'exploration et d'usage des ressources. Revendiquant la quasi-totalité de cette mer, la Chine tient tête aux américains et refuse de retirer ses navires. Ces tensions prennent sens lorsque l'on sait combien cette zone est riche en ressources gazières et pétrolières.

De plus, Taiwan rapporte que 15 avions chinois supplémentaires auraient traversé sa zone aérienne de défense. Ned Price s'est aussi empressé d'intervenir en battant la carte du « Taiwan Relations Act » : une intervention visant Pékin et rappelant que les américains fourniront des moyens de défense à l'île de Taiwan contre toute forme d'agression de leur part.

Au Mozambique, un nombre “important” de djihadistes tués à Palma, selon l’armée

La région, dite Cabo Delgado, connaît des troubles croissants depuis 2017. La population, pauvre, divisée ethniquement et religieusement, offre un terreau fertile aux différents groupes armés qui veulent prendre le contrôle du nord du pays. La communauté musulmane locale, minoritaire à l’échelle du pays, est utilisée par des milices djihadistes.

Depuis 2019, l’Etat islamique revendique des attaques dans la région. Les journaux rapportent des exactions semblables à ce qui s’est vu au Moyen-Orient. Et surtout, les autorités locales perdent le contrôle sur un territoire où d’importants investissements doivent être réalisés pour l’exploitation des ressources naturelles locales importantes. Cette dernière est censée multiplier le PIB de ce pays classé parmi les plus pauvres du monde. L’Etat mozambicain se retrouve donc contraint d’agir dans une zone en guerre *de facto*, malgré sa volonté initiale de minimiser le problème.

Le gouvernement fait appel à des soutiens étrangers pour rétablir la situation. Le groupe mercenaire russe Wagner a opéré dans la région fin 2019 tandis que l’armée américaine et l’ancienne puissance coloniale portugaise ont annoncé fournir des conseillers et formateurs en mars 2021. La France y réfléchit également. En effet, elle a d’importants intérêts dans la région. Outre la présence de l’île de Mayotte au large du Cabo Delgado, l’entreprise française Total a obtenu un important contrat d’exploitation du gaz naturel, que la situation sécuritaire pourrait compromettre. Enfin, au-delà de la France, le canal du Mozambique reste une voie importante du trafic maritime mondial.

Le conflit au nord du Mozambique a déjà causé le déplacement de centaines de milliers de personnes ainsi que plusieurs milliers de morts.

N°10.12